Annexes

Tableaux de référence de la comptabilité nationale

1. Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2018		
	2016	2017	2018	Milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Contributions ² (en %)
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	2,3	1,7	2 353,1	0,8	1,7
Importations de biens et de services	2,9	3,9	1,2	755,6	2,0	-0,4
Ensemble des emplois finals	1,5	2,7	1,6	3 108,7	1,1	2,1
Consommation finale effective des ménages	1,8	1,4	0,9	1 628,8	1,2	0,6
<i>dont : dépense de consommation...</i>						
... finale des ménages	1,8	1,4	0,9	1 219,8	1,5	0,5
... individuelle des administrations	1,9	1,6	0,8	360,3	0,5	0,1
Consommation finale effective des administrations publiques	0,4	1,1	0,9	190,6	0,6	0,1
Formation brute de capital fixe	2,7	4,7	2,8	537,9	1,4	0,6
<i>dont : des entreprises non financières</i>	2,9	4,7	3,8	303,5	1,1	0,5
<i>des ménages</i>	2,8	6,6	2,0	126,4	1,9	0,1
<i>des administrations publiques</i>	0,0	0,3	2,4	79,9	1,8	0,1
Variation des stocks ¹	-0,4	0,2	-0,3	14,0	///	-0,3
Exportations de biens et de services	1,8	3,9	3,5	737,4	0,8	1,1

1. Y compris les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

2. Contributions à la croissance du PIB en volume.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2. Valeur ajoutée brute par branche

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2018 (en milliards d'euros courants)
	2016	2017	2018	
Agriculture, sylviculture et pêche	-12,4	9,1	3,4	38,2
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	0,3	0,8	0,1	280,2
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-2,2	-1,4	0,2	51,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,7	0,9	-1,2	41,7
Cokéfaction et raffinage	8,4	-10,0	0,2	5,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-1,6	1,7	0,5	30,9
Fabrication de matériels de transport	0,6	0,2	1,1	27,7
Fabrication d'autres produits industriels	0,7	1,8	0,2	123,1
Construction	-1,0	3,1	0,1	117,4
Services principalement marchands	1,7	2,6	2,6	1 187,7
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	2,1	2,7	1,3	371,8
<i>dont : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles</i>	2,4	2,3	1,1	216,2
<i>Transports et entreposage</i>	1,7	2,1	0,8	94,0
<i>Hébergement et restauration</i>	1,5	5,1	2,8	61,7
Information et communication	3,1	6,5	4,3	112,0
Activités financières et d'assurance	-0,3	-0,4	6,2	80,6
Activités immobilières	0,8	0,7	1,5	269,9
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2,6	4,4	4,4	292,9
Autres services	0,1	1,0	0,7	60,4
Services principalement non marchands¹	1,1	0,9	0,9	467,5
Ensemble	1,0	2,1	1,8	2 090,9

1. Les services principalement non marchands regroupent l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants

	Évolution (en %)			2018 (en Md€)
	2016	2017	2018	
Produit intérieur brut	1,6	2,7	2,5	2 353,1
Valeur ajoutée au prix de base	1,5	2,4	2,3	2 090,9
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits ¹	2,8	5,8	4,4	262,2
Revenu national brut	1,6	3,0	2,4	2 405,9
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	1,6	3,2	2,2	2 357,6
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	1,5	2,3	2,7	1 439,6
Sociétés non financières	1,9	3,3	3,0	1 216,7
Entreprises individuelles	-0,5	0,7	-0,2	131,4
Sociétés financières	-1,1	-7,2	3,2	91,5
Valeur ajoutée des administrations publiques	0,9	2,4	1,4	380,4
Éléments de partage de la valeur ajoutée	0,0	0,0	0,0	0
Rémunération des salariés des entreprises	2,3	3,3	3,5	881,4
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	0,0	0,8	1,4	520,8
Rémunération des salariés des administrations	1,0	2,4	1,2	294,2
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	1,0	3,2	1,3	379,3
Revenus de la propriété nets versés	-9,5	-27,4	25,2	38,2
Épargne brute	3,5	5,8	0,3	274,4
Formation brute de capital fixe	3,6	5,3	5,1	293,6
Variation des stocks	-8,8	2,3	-5,4	13,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	7,2	6,3	-11,9	-9,3
Taux de marge (évolutions en points) ²	-0,3	0,0	-0,5	31,2
Taux d'autofinancement (évolutions en points) ³	-0,1	0,5	-4,4	93,4
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	-9,3	-27,4	9,8	26,1
Formation brute de capital fixe	8,5	12,9	-2,3	23,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-7,2	-13,7	4,0	-0,1
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI ⁴	2,3	2,5	2,3	194,9
Revenu mixte net des EI	0,2	1,6	1,4	88,9
Salaires nets reçus	2,1	3,0	4,7	800,2
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁵	1,8	1,5	2,3	504,9
Revenus de la propriété nets reçus	-3,8	-2,4	8,3	82,0
Impôts courants	0,9	2,4	9,6	248,3
Revenu disponible brut	1,8	2,2	2,7	1 421,2
Dépense de consommation finale	2,0	2,2	2,4	1 219,8
Revenu disponible brut ajusté	1,8	2,3	2,4	1 830,3
Consommation effective des ménages	1,9	2,3	2,1	1 628,8
Épargne brute	0,4	2,0	5,0	201,5
Formation brute de capital fixe	3,0	8,2	3,8	136,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-3,1	-7,9	4,4	57,0
Taux d'épargne ⁶ (évolution en points)	-0,2	0,0	0,3	14,2
Taux d'épargne financière ⁷ (évolution en points)	-0,3	-0,7	0,2	4,0
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	-0,2	5,9	4,3	517,4
Importations de biens (FAB)	0,0	8,0	4,3	556,3
Exportations de services – importations de services (en Md€)	-0,2	1,4	8,1	20,7
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde (en Md€)	-1,5	11,5	-5,7	6,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation (en Md€)	-2,5	0,7	0,4	-12,2

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools, etc.). 2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute. 3. Épargne brute / formation brute de capital fixe. 4. Excédent principalement tiré de la location de logements, y compris les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation. 5. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA). 6. Épargne brute / revenu disponible brut. 7. Capacité de financement / revenu disponible brut.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Janvier

France

- 01 Le Smic est revalorisé de 1,24 % : il passe à 9,88 euros bruts de l'heure contre 9,76 euros en 2017, soit un montant brut mensuel de 1 498,47 euros. Suppression de la cotisation salariale de l'assurance maladie et d'une partie de l'assurance chômage, pour un total de 2,2 points. En contrepartie le taux de la contribution sociale généralisée (CSG) augmente de 1,7 point, soit 9,2 % sur les revenus d'activité ou du patrimoine.
- 08 Après le refus de la rupture conventionnelle collective par les syndicats de salariés, Pimkie (chaîne textile du groupe Mulliez) prévoit un plan de départs volontaires de 300 salariés.
- 09 En visite en Chine, le président Emmanuel Macron annonce la commande prochaine de 184 airbus A320. Des contrats et des accords commerciaux ont aussi été conclus dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture ou des services.
- 17 Abandon du projet d'aéroport du Grand Ouest à Notre-Dame-des-Landes.
- 18 La majorité des syndicats du groupe automobile PSA valide le projet de rupture conventionnelle collective. 1 300 postes seront supprimés sur la base du volontariat des salariés.
- 19 Toyota va investir 400 millions d'euros sur son site de Valenciennes pour accueillir sa nouvelle plateforme.

Union européenne

- 01 La Bulgarie prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.
- 24 Conséquence du Brexit, la Commission européenne décide de transférer le site de sauvegarde du Centre de surveillance de la sécurité Galileo du Royaume-Uni vers l'Espagne.
- 18 La France et le Royaume-Uni signent un nouvel accord pour renforcer les

accords du Touquet sur la gestion des flux migratoires.

- 25 La Banque centrale européenne (BCE) maintient son principal taux de refinancement à zéro, et poursuit le programme de rachats de dette publique et privée au rythme de 30 milliards d'euros par mois.

Monde hors Union européenne

- 17 Apple va payer 38 milliards de dollars d'impôts sur ses fonds rapatriés aux États-Unis après l'adoption de la réforme fiscale votée par le Congrès américain en décembre 2017 (baisse du taux d'imposition des sociétés et des taxes sur les bénéfices réalisés par des entreprises américaines à l'étranger).
- 23 Conclusion d'une entente de principe sur un nouvel accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) entre le Canada et dix autres pays de la région Asie-Pacifique.
- 26 Nouvelles sanctions financières américaines contre la Russie liées au conflit en Ukraine et à l'annexion de la Crimée, visant notamment des responsables russes et des « ministres » séparatistes.

Février

France

- 05 Le géant américain du commerce en ligne Amazon conclut un accord avec l'administration fiscale française pour régler d'importants arriérés d'impôts, après un accord similaire avec le fisc italien.
- 19 IBM France signe un accord de rupture conventionnelle collective portant sur une centaine de postes.
- 20 Grève générale à Mayotte et début d'un large mouvement social qui dénonce l'insécurité et l'immigration clandestine venue des Comores.
- 22 Accord national interprofessionnel (ANI) sur la réforme de l'assurance chômage et accord national interprofessionnel sur la formation professionnelle et l'alternance.

- 26 Thales obtient un contrat de 777 millions d'euros pour la mise au point du système de gestion du trafic aérien australien.
- 27 Ford annonce la fin de la production de son usine à Blanquefort en Gironde à l'été 2019. 850 emplois sont menacés.

Union européenne

- 06 Le syndicat de l'industrie allemande IG Metall parvient à un accord avec le patronat de la région de Bade-Wurtemberg qui prévoit une augmentation de salaire de 4,3 % et la possibilité de passer de 35 à 28 heures par semaine, sans maintien du salaire et pour deux ans maximum.
- 11 Airbus finalise avec la compagnie aérienne Emirates une commande de 20 avions A380.

Monde hors Union européenne

- 23 Les États-Unis renforcent leurs sanctions à l'encontre de la Corée du Nord afin de la priver des moyens de financer son programme nucléaire.

Mars

France

- 12 En réponse au mouvement de contestation à Mayotte, la ministre des Outre-mer Annick Girardin annonce des mesures incluant un durcissement du contrôle de l'immigration. Les syndicats maintiennent les barrages et la grève.
- 27 Adoption en première lecture par l'Assemblée nationale de la loi de programmation militaire 2019-2022 d'un montant de 295 milliards d'euros afin de combler le déficit d'effectifs et d'équipements.

Union européenne

- 04 Aucune coalition n'a obtenu de majorité absolue aux élections législatives en Italie. Le Mouvement 5 étoiles (parti populiste), devient le premier parti du pays devant la ligue de Matteo Salvini (droite souverainiste).
- 14 Six mois après les élections législatives, la chancelière allemande Angela Merkel

a été réélue après avoir trouvé un accord entre son camp conservateur (CDU-CSU) et les sociaux-démocrates du SPD pour former un gouvernement de grande coalition.

- 19 La Commission européenne et le Royaume-Uni trouvent un accord sur la période de transition. Le Royaume-Uni restera membre du marché unique et de l'union douanière jusqu'à la fin de 2020 mais continuera de contribuer au budget communautaire sans droit de veto. L'avenir de la frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord reste en suspens.

Monde hors Union européenne

- 08 Les États-Unis imposent des droits de douane de 25 % sur les importations d'acier et de 10 % sur celles d'aluminium. L'UE, le Canada et le Mexique sont provisoirement exemptés.
- 12 Le président américain bloque la fusion entre les fabricants de microprocesseurs Broadcom (basée à Singapour) et Qualcomm estimant qu'elle portait atteinte à la sécurité nationale des États-Unis et dénonce l'influence de la Chine dans cette acquisition.
- 13 Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni bombardent des sites syriens en représailles à l'attaque chimique supposée du 7 avril à Douma, ville de la Ghouta orientale.
- 18 Vladimir Poutine est réélu pour un quatrième mandat à la présidence de la Fédération de Russie.

Avril

France

- 01 Revalorisation de 1 % des minima sociaux (minimum vieillesse, RSA, AAH, prime d'activité, etc.) et des prestations familiales.
- 03 Début d'une grève « intermittente » de trois mois à la SNCF contre la réforme de l'entreprise. L'intersyndicale (CGT, UNSA, SUD, CFDT) instaure un calendrier de grève reconductible de deux jours sur cinq.

09 Opération d'expulsion des occupants de la zone d'aménagement différé (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes (rebaptisée « zone à défendre » par les opposants au projet d'aéroport).

Union européenne

- 24** Le gouvernement irlandais signe avec Apple un accord permettant le versement, sur un compte bloqué, de 13 milliards d'euros d'avantages fiscaux jugés indus par l'Union européenne.
- 18** Après une semaine de grèves d'avertissement dans les services publics en Allemagne, les syndicats obtiennent une hausse des salaires de 7,5 %, en trois périodes, d'ici à 2020.
- 27** L'UE interdit l'utilisation de trois pesticides néonicotinoïdes pour les cultures de plein champ.

Monde hors Union européenne

- 04** La Chine prend des mesures de rétorsion en réponse aux droits de douanes américains sur l'acier et l'aluminium.
- 27** Sommet intercoréen entre Moon Jae-in, président de la Corée du Sud et Kim Jong-un, dirigeant de la Corée du Nord qui débouche sur la « déclaration de Panmunjeom pour la paix, la prospérité et l'unification de la péninsule coréenne ».

Mai

France

- 01** Violents affrontements à Paris en marge du cortège du 1^{er} mai.
- 04** Démission du PDG d'Air France-KLM, les salariés ayant rejeté la proposition salariale du 16 avril.
- 13** Total signe un protocole d'accord avec Oman pour développer des ressources de gaz naturel dans ce sultanat du Golfe.
- 15** La ministre des Outre-mer Annick Girardin propose un plan pour Mayotte de 1,3 milliard d'euros.

Union européenne

- 14** Élection du séparatiste Quim Torra à la présidence de la Catalogne, poste occupé

auparavant par Carles Puigdemont jusqu'à la mise sous tutelle de la région par Madrid, en 2017.

- 25** Victoire du « oui » lors d'un référendum sur la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse en Irlande.
- 25** Entrée en application du règlement européen sur la protection des données.
- 29** Le Parlement européen approuve la réforme du statut des travailleurs détachés qui devront obtenir la même rémunération, pour un même travail, que les salariés du pays de l'Union européenne dans lequel ils sont provisoirement accueillis.

Monde hors Union européenne

- 08** Désengagement américain de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien.
- 14** Déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem.
- 22** Sony va acquérir la major musicale EMI Music Publishing pour 1,6 milliard d'euros.
- 29** Les autorités américaines de la concurrence autorisent Bayer, le groupe chimique allemand, à racheter le spécialiste des semences Monsanto.
- 31** Après la Chine, le président américain Donald Trump étend les taxes sur les importations d'acier (25 %) et d'aluminium (10 %) à l'Union européenne, au Canada et au Mexique.

Juin

France

- 04** Accords de principe entre la Société générale et les autorités concernées aux États-Unis et en France pour mettre fin à des enquêtes sur des soupçons de corruption avec le fonds souverain libyen (LIA) et les manipulations du taux interbancaire Libor.
- 11** Le distributeur Carrefour s'associe en France avec le géant américain Google pour vendre, à partir de 2019, ses produits via l'enceinte connectée Google Home, l'assistant Google et la plate-forme de commerce en ligne Google Shopping.

- 12 Adoption en première lecture par l'Assemblée nationale de la loi ELAN (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique).
- 14 Le projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire est définitivement adopté. Le texte prévoit de transformer la SNCF au 1^{er} janvier 2020 en société anonyme à capitaux publics, la disparition du statut de cheminot pour les nouvelles embauches et l'ouverture à la concurrence en 2019 pour les trains régionaux et en décembre 2020 pour les TGV.

Union européenne

- 01 Après plusieurs mois de négociations, les dirigeants de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles concluent un accord de gouvernement et obtiennent les postes de l'intérieur et du développement économique au sein d'un gouvernement dirigé par le juriste indépendant Giuseppe Conte.
- 02 Le dirigeant socialiste Pedro Sanchez devient le chef du gouvernement espagnol à la suite du vote d'une motion de censure au Parlement.
- 22 Entrée en vigueur des mesures de rétorsion décidées par Bruxelles en réponse aux taxes américaines sur l'acier et l'aluminium.
- 29 Prolongation pendant six mois des sanctions économiques de l'UE contre la Russie en l'absence de progrès dans la mise en œuvre par Moscou des accords pour faire cesser les combats en Ukraine.

Monde hors Union européenne

- 12 Rencontre historique à Singapour entre le président américain Donald Trump et le chef d'état nord-coréen Kim Jong-un.
- 13 Le groupe de la téléphonie AT&T et celui des médias Time Warner vont pouvoir fusionner, après accord de la justice américaine.
- 19 Les États-Unis quittent le Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU).
- 20 Le gouvernement argentin obtient un prêt du Fonds monétaire international (FMI) de 43 milliards d'euros en échange de

l'engagement de limiter les dépenses de l'État.

- 24 Réélection du chef de l'État turc, Recep Tayyip Erdogan, pour un nouveau mandat aux pouvoirs renforcés.

Juillet

France

- 01 La vitesse limite autorisée passe de 90 à 80 Km/h sur les routes secondaires dont les deux voies ne sont pas séparées par un muret.
- 06 Total finalise l'acquisition de 73 % de Direct Énergie (premier distributeur d'électricité alternatif français) et dépose une offre publique obligatoire.
- 15 L'équipe de France de football devient championne du monde.
- 19 L'Assemblée nationale vote l'inscription du « service national » dans la Constitution. Le futur service consistera en un mois obligatoire aux alentours de 16 ans, suivi d'un engagement sur la base du volontariat.
- 30 Vivendi annonce le rachat d'Editis le deuxième éditeur français (Bordas, Nathan, Robert Laffont, La Découverte, etc.), et envisage d'ouvrir le capital d'Universal Music Group.

Union européenne

- 01 L'Autriche prend la présidence du Conseil de l'Union européenne pour six mois.
- 07 La Première ministre britannique obtient un compromis avec son gouvernement sur un plan dit « de Chequers » sur la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni. Le ministre britannique en charge du Brexit et le ministre des Affaires étrangères démissionnent pour signifier leur désaccord.
- 17 Accord de libre-échange entre la l'Union européenne et le Japon (JEFTA – *Japan-Europe free-trade agreement*) qui prévoit la suppression des droits de douane pour 90 % des produits européens.
- 18 L'UE inflige à Google une amende de plus de 4 milliards d'euros pour abus de position dominante.

Monde hors Union européenne

- 01 Le candidat de gauche Andrés Manuel Lopez Obrador remporte la présidentielle au Mexique.
- 06 Poursuite de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine avec l'entrée en vigueur de nouveaux tarifs douaniers sur des produits chinois. Pékin annonce des sanctions similaires.
- 12 Lors du 26^e sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), le président américain exige de ses alliés qu'ils respectent l'engagement pris en 2014 de consacrer 2 % de leur PIB à leurs dépenses de défense.
- 15 Première rencontre à Helsinki entre le président russe Vladimir Poutine et le président américain Donald Trump.

Août

France

- 01 Adoption définitive par l'Assemblée nationale du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie dite loi « asile et immigration ». Le texte prévoit de réduire le délai de traitement des demandes d'asile, de faciliter les reconduites à la frontière de ceux qui en sont déboutés, d'augmenter la durée maximale de rétention de 45 à 90 jours et d'améliorer les protections et l'accueil des personnes qui obtiennent l'asile.
- 01 L'Assemblée nationale adopte la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » (réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle, mesures sur l'assurance-chômage, l'égalité hommes-femmes, l'emploi des handicapés et la lutte contre le travail détaché).
- 28 Démission surprise du gouvernement de Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire. Il sera remplacé par François de Rugy début septembre.

Union européenne

- 20 Après huit ans sous la tutelle de l'UE et du FMI, la Grèce sort de son troisième plan

de renflouement financier. Elle s'engage à dégager un excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) de 3,5 % du PIB jusqu'en 2022 puis de 2,2 % jusqu'en 2060.

Monde hors Union européenne

- 07 Entrée en vigueur des sanctions réimposées à l'Iran par les États-Unis (blocages des transactions financières et des importations de matières premières, mesures pénalisant les achats dans le secteur automobile et l'aviation commerciale).
- 11 La justice américaine condamne Monsanto, le géant de l'agrochimie, à verser 289 millions de dollars à un malade d'un cancer, Monsanto fait appel du jugement.
- 10 La devise turque s'effondre de près de 20 % après l'annonce par Donald Trump du doublement des droits de douane sur les exportations d'acier et d'aluminium turques.
- 23 Relance de la guerre commerciale avec la Chine : les États-Unis appliquent des droits de douane de 25 % sur un total de 50 milliards de dollars de produits chinois, après l'acier et l'aluminium, ce qui provoque la riposte chinoise.

Septembre

France

- 13 Présentation par le président de la République du plan pauvreté, appelé à entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et doté de 8 milliards d'euros sur quatre ans.
- 18 Présentation du plan santé « Ma santé 2022 » qui prévoit notamment la fin du *numerus clausus*, la création de postes d'assistants médicaux, l'envoi de médecins dans les déserts médicaux.
- 20 Le Premier ministre Édouard Philippe annonce un geste fiscal qui concernera 300 000 retraités dès 2019 pour compenser la hausse de la CSG entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.
- 26 Adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi relatif à la fraude fiscale (création d'une police fiscale, possibilité

de rendre publics les noms des fraudeurs, mise en place d'une procédure de plaider-coupable, etc.).

Union européenne

- 12 Le Parlement européen lance la première étape d'une procédure de sanction contre la Hongrie accusée de bafouer les valeurs de l'UE.
- 20 L'UE refuse le plan britannique dit « de Chequers » jugé incompatible avec l'intégrité du marché unique et le maintien des quatre libertés de circulation (biens, services, personnes et capitaux).

Monde hors Union européenne

- 03 Face à la crise du peso et pour lutter contre le déficit budgétaire, l'Argentine annonce un plan d'austérité comprenant la suppression d'une dizaine de ministères et l'augmentation des taxes à l'exportation.
- 17 Pour la première fois en quatre ans, la Banque centrale de Russie augmente son taux directeur qui passe de 7,25 % à 7,50 % pour enrayer la chute du rouble et la hausse des prix.
- 18 Sommet intercoréen à Pyongyang en Corée du Nord centré sur la mise en œuvre de la Déclaration de Panmunjom, la coopération économique et la dénucléarisation.
- 24 Entrée en vigueur de nouvelles taxes douanières américaines de 10 % sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises. Pékin réplique avec l'entrée en vigueur de taxes de 5 % ou 10 % sur 60 milliards d'importations américaines.
- 30 Accord à l'amiable entre le régulateur de la bourse américaine (SEC) qui avait porté plainte pour fraude et Elon Musk, le patron du fabricant d'automobiles électriques Tesla au terme duquel il est condamné à une lourde amende et contraint de quitter la présidence de l'entreprise.
- 27 La Réserve fédérale américaine relève ses taux d'intérêts à court terme d'un quart de point de pourcentage, ce qui constitue la troisième hausse de ce type cette année.

- 30 Les États-Unis, le Canada et le Mexique parviennent à un accord de libre-échange pour l'Amérique du Nord en remplacement de l'accord de l'ALENA datant de 1994.

Octobre

France

- 01 Suppression des cotisations salariales pour l'assurance-chômage.
- 02 Adoption définitive par l'Assemblée nationale du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable. Le texte prévoit notamment une hausse de 10 % du seuil de revente à perte (SRP) et un encadrement des promotions.
- 09 Adoption en première lecture par l'Assemblée nationale du projet de loi Pacte (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises). Le texte prévoit des cessions de participation dans trois entreprises : le Groupe ADP, La Française des jeux (FDJ) et ENGIE.
- 16 Remaniement ministériel à la suite de la démission du gouvernement, début octobre, de Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur.
- 25 Après *Marianne* et plusieurs magazines de Lagardère, l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky acquiert 49 % de la participation de Matthieu Pigasse dans le capital du *Monde*.
- 30 Adoption en première lecture par l'Assemblée nationale du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2019 qui prévoit le retour à l'équilibre des comptes et de relever le taux de l'Ondam (objectif national de dépenses d'assurance maladie) de 2,3 % en 2018 à 2,5 % en 2019.

Union européenne

- 14 Le parti conservateur CSU, allié de la chancelière allemande, Angela Merkel, perd la majorité absolue aux élections régionales en Bavière face à l'essor des Verts et de l'extrême droite.

- 18 Publication des *CumEx Files* qui révèlent une fraude fiscale de 55 milliards d'euros dans une dizaine de pays européens via des achats et reventes d'actions permettant de revendiquer plusieurs fois des remboursements d'impôts sur les dividendes.
- 20 Inquiète d'une stabilisation et non d'une diminution de la dette publique au cours des prochaines années, l'agence de notation Moody's dégrade la note de l'Italie (de « Baa2 » à « Baa3 »).
- 23 La Commission européenne demande au gouvernement italien de revoir son budget prévisionnel pour 2019 le jugeant non conforme aux règles du pacte de stabilité et de croissance.
- 25 La BCE laisse ses taux d'intérêt directeurs inchangés et poursuit ses achats nets au titre du programme d'achats d'actifs au nouveau rythme mensuel de 15 milliards d'euros jusque fin décembre 2018.
- 30 Le gouvernement britannique annonce l'instauration d'une taxe (en 2020) sur les résultats des géants américains du numérique (Google, Apple, Facebook et Amazon).

Monde hors Union européenne

- 20 Les États-Unis annoncent leur retrait du traité sur les armes nucléaires conclu avec la Russie en 1987.
- 25 Le groupe automobile français Peugeot-Citroën-DS-Opel-Vauxhall lance à Washington, sa première offre d'auto-partage nord-américaine avec le déploiement d'une flotte de voitures lui appartenant.
- 28 Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite est élu président de la République fédérative du Brésil avec 55,13 % des voix, contre 44,87 % pour son adversaire de gauche, Fernando Haddad, héritier de Lula.
- 30 Les résultats financiers trimestriels de Facebook, le premier réseau social au monde, confirment la décélération de sa croissance, en matière de chiffre d'affaires, de rentabilité comme de popularité.

Novembre

France

- 01 Revalorisation de 0,6 % des retraites complémentaires du privé (AGIRC, ARRCO).
- 04 En Nouvelle-Calédonie, victoire du non à l'indépendance avec 56,4 % des voix contre 43,6 % pour le oui lors d'un référendum d'autodétermination.
- 08 Le parquet national financier requiert une amende de 3,7 milliards d'euros contre la banque suisse UBS pour démarchage illicite de clients français et blanchiment aggravé de fraude fiscale entre 2004 et 2012.
- 11 Commémoration internationale à Paris du centenaire de l'armistice de la guerre de 1914-1918 et première édition du Forum pour la paix.
- 12 La SNCF entre au capital de Blablacar, le leader européen du covoiturage et lui cède Ouibus, son activité de cars longue distance.
- 17 À la suite d'un appel sur Facebook, première journée de mobilisation dans toute la France des « gilets jaunes » pour dénoncer la hausse du prix des carburants et la baisse de leur pouvoir d'achat.
- 19 La Société générale va verser 1,34 milliard de dollars d'amende pour mettre fin aux poursuites engagées contre elle aux États-Unis pour soupçons de violation d'embargos (Cuba et Iran).
- 19 Arrestation au Japon du président de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, Carlos Ghosn, soupçonné de fraude fiscale. Thierry Bolloré, l'ex-numéro deux de Renault assure l'intérim. Les administrateurs de Nissan démettent Carlos Ghosn de sa fonction de président non exécutif du constructeur nippon.
- 28 En réponse au mouvement des « gilets jaunes » qui paralysent La Réunion, la ministre des Outre-mer, Annick Girardin présente un plan de lutte contre la vie chère. La région Réunion confirme que l'augmentation de la taxe sur les carburants serait gelée jusqu'en 2021.

Union européenne

- 25 Les dirigeants des vingt-sept pays de l'UE valident l'accord de retrait signé

le 13 novembre par le Royaume-Uni et l'Union européenne et confirment la période de transition jusqu'au 31 décembre 2020 : pas de frontière physique entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, maintien du Royaume-Uni dans l'union douanière européenne. En contrepartie, le Royaume-Uni continuerait à se conformer aux règles européennes.

Monde hors Union européenne

- 06** À la suite des élections de mi-mandat aux États-Unis, les démocrates obtiennent la majorité à la Chambre des représentants et les républicains renforcent leur majorité au Sénat.
- 20** Les trois principaux indices de Wall Street – Dow Jones, S&P 500 et Nasdaq – perdent respectivement 2,2 %, 1,8 % et 1,7 %, entraînés par la chute des valeurs technologiques (les GAFA : Google, Apple, Facebook et Amazon).
- 30** Microsoft, l'éditeur de Windows, redevient la première capitalisation boursière mondiale, dépassant de peu Apple.

Décembre

France

- 01** Le troisième samedi de mobilisation des « gilets jaunes » donne lieu à de violents affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre, surtout à Paris, où l'Arc de triomphe a été vandalisé.
- 04** Après trois semaines de contestations, le Premier ministre Édouard Philippe annonce la suspension pour six mois de la hausse de la taxe sur les carburants et du durcissement du contrôle technique automobile, ainsi qu'un gel des tarifs du gaz et de l'électricité d'ici à mai 2019. Il annonce également l'ouverture d'un large débat sur les impôts et les dépenses publiques.
- 08** Nouvelle journée de mobilisation des « gilets jaunes » déploiement massif des forces de l'ordre, avec des véhicules blindés à Paris. Se tient le même jour la marche pour le climat.

- 10** Emmanuel Macron annonce le lancement d'un grand débat et des mesures d'urgence : augmentation de 100 euros pour les salariés au Smic, prime de fin d'année défiscalisée versée par les entreprises volontaires, défiscalisation des heures supplémentaires, suppression de la hausse de la CSG pour les retraités touchant moins de 2 000 euros de pension. Les mesures annoncées depuis le début du mouvement des « gilets jaunes » sont évaluées à 10 milliards d'euros.
- 15** Les manifestations des « gilets jaunes » se poursuivent tous les samedis du mois de décembre (22 et 29).
- 12** Mise en examen du groupe Bolloré dans l'enquête sur des soupçons de corruption dans le cadre de l'obtention de concessions portuaires en Afrique de l'Ouest.
- 19** À l'issue d'une journée de protestation des policiers, le ministère de l'Intérieur revalorise leurs salaires.
- 19** La reprise de l'aciérie Ascoval par le groupe franco-belge Altifort est validée par la justice.
- 20** Adoption par l'Assemblée nationale du budget 2019, qui s'appuie sur une prévision de croissance de 1,7 % en 2019 et prévoit de ramener le déficit public à 3,2 % du PIB, dont 0,9 point dû à la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse pérenne de cotisations sociales.

Union européenne

- 07** Annegret Kramp-Karrenbauer prend la tête de la CDU succédant à Angela Merkel.
- 10** Consciente que l'accord sur le Brexit négocié avec Bruxelles serait rejeté par les députés britanniques, Theresa May reporte *sine die* le vote au Parlement.
- 12** Le Premier ministre espagnol annonce une hausse de 22 % du salaire minimum.
- 19** L'Italie abaisse sa prévision de déficit public à 2,04 % du PIB au lieu de 2,4 % dans son projet initial de budget 2019.

Monde hors Union européenne

- 01** Les États-Unis et la Chine conviennent d'une trêve dans le conflit commercial qui les oppose.

- 01 Réunis à Buenos Aires, les dirigeants du G20 trouvent un compromis actant leurs divergences sur le climat mais appelant à une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- 10 Mise en examen à Tokyo de l'ex-président de Nissan (et toujours PDG de Renault) pour avoir minoré ses déclarations de revenus entre 2010 et 2014.
- 15 Clôture de la COP24 en Pologne avec l'adoption d'un cadre global de règles (*rulebook*) censé renforcer l'Accord de Paris de 2015. Des organisations non gouvernementales (ONG) et les pays les plus vulnérables déplorent un manque d'ambition.
- 19 Adoption par l'Assemblée générale des Nations unies du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dit « pacte de Marrakech ». Il constitue un cadre de coopération internationale juridiquement non contraignant.
- 19 Donald Trump annonce le retrait militaire américain de Syrie ce qui provoque la démission du ministre de la Défense, James Mattis.
- 21 Faute d'obtenir un vote du Sénat sur le financement du mur à la frontière mexicaine Donald Trump provoque l'arrêt (*shutdown*) d'une partie de l'État fédéral.

Agents non financiers résidents

Ils sont répartis en trois secteurs : les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ; les sociétés non financières (SNF) ; les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale (Odac), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Balance des paiements

La balance des paiements est un état statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille). Pour la France, elle est élaborée par la Banque de France.

Bien-être « ailleurs »

Le bien-être dans les autres parties du monde peut être affecté par notre mode de vie. Celui-ci peut en effet avoir des conséquences néfastes telles que le réchauffement climatique et la montée des eaux dans certaines parties du globe ; dans d'autres, ce sera l'épuisement des matières premières ou encore les pollutions liées aux productions des biens que nous consommons.

Chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)

Personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui :

- n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ;
- est disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Compétitivité-prix à l'exportation

Rapport d'un prix de référence étranger à un prix à l'exportation français. Le prix de référence étranger est une moyenne pondérée des prix de 23 partenaires commerciaux de la France dans l'OCDE. La pondération et les prix de ces 23 partenaires sont établis en fonction de l'intensité de la concurrence exercée par les exportateurs étrangers sur les marchés tiers pour une année de référence (1999). Selon la même méthode, on calcule également un indicateur de **compétitivité-coût**, qui compare les coûts salariaux unitaires de la France à ceux de ses 23 partenaires.

Ces derniers, considérés pour les indicateurs de compétitivité-prix et de compétitivité-coût, sont l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exclusion de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie et Estonie), du Luxembourg, de l'Islande, d'Israël et du Chili. L'indicateur de compétitivité-prix se rapporte aux biens et services, celui des coûts à l'ensemble de l'économie.

Consommation effective des ménages

Elle inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient été faites, ou non, l'objet d'une dépense de leur part. Elle comprend donc, en plus des biens et des services acquis par leurs propres dépenses

de consommation finale, les biens et les services qui, ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des ISBLSM, donnent lieu à des transferts sociaux en nature de leur part vers les ménages.

Consommation de capital fixe

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible. Le terme « brut » dans les expressions comme produit intérieur brut ou formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Demande mondiale adressée à la France

Mesure ce que serait l'évolution des exportations dans le cas où la France conserverait des parts de marchés constantes.

Dépenses des administrations publiques

Elles sont ventilées suivant une nomenclature internationale définie dans le chapitre 29 du système de comptes nationaux (SCN) de 2008 : la COFOG (*Classification of Functions of Government*). Celle-ci répartit les dépenses des administrations publiques en dix catégories selon leur finalité.

Le champ des administrations publiques et le montant des dépenses sont ceux de la comptabilité nationale. Conventionnellement, les dépenses d'intérêts de la dette, lorsque la finalité de ces dépenses d'intérêts ne peut être distinguée de manière précise, sont comptabilisées dans la fonction « services publics généraux ». L'affectation des dépenses de transfert (transferts courants ou en capital) est faite suivant la dépense qu'elle finance lorsqu'elle est connue. Dans le cas contraire, elle figure conventionnellement en « services publics généraux ».

Le partage, délicat, entre dépenses de santé et de protection sociale peut nuire à la

comparabilité des résultats internationaux. Sont comptabilisés dans les chiffres français : en santé, les dépenses concernant la prise en charge de soins de santé (remboursement de soins de ville et de biens médicaux) et les coûts de fonctionnement des hôpitaux ; en protection sociale, les transferts en espèces aux ménages destinés à compenser les pertes de revenus dues à la maladie et aux accidents du travail (indemnités journalières). En outre, tous les pays n'appliquent pas nécessairement les mêmes conventions comptables, certains classant par exemple les hôpitaux publics hors des administrations publiques.

Les dépenses par sous-secteurs (État, Odac, administrations publiques locales et administrations de sécurité sociale) présentées ici sont consolidées : elles excluent tous les transferts à destination d'autres administrations publiques.

Dépenses pré-engagées

Cette définition recouvre les postes de dépenses de consommation suivants :

- l'ensemble des dépenses des ménages liées au logement (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les loyers imputés), ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
- les services de télécommunications ;
- les frais de cantine ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

Dette nette

Dette publique notifiée diminuée des dépôts, crédits et titres de créances négociables (évalués à leur valeur de marché) détenus par les administrations publiques sur les autres secteurs (entreprises, ménages, etc.).

Dette publique au sens de Maastricht (ou dette publique notifiée)

Cohérente avec les comptes nationaux financiers, elle diffère du total du passif brut des administrations publiques car :

- elle exclut certains instruments de dette, essentiellement les crédits commerciaux et autres délais de paiement ;
- elle est consolidée : les dettes dont le créancier appartient au champ des administrations publiques sont exclues ;
- enfin, elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement effective et non à la valeur de marché comme cela se fait dans les comptes nationaux.

Emploi en comptabilité nationale

En comptabilité nationale, tous les types d'emploi (salarié, non salarié) sont comptabilisés et chaque personne compte pour un emploi dit « **en personne physique** », quel que soit son temps de travail et même s'il est très réduit. La notion d'**emploi intérieur** correspond à l'emploi généré par l'économie sur le territoire, en métropole et dans les Drom (y compris Mayotte). Les estimations intègrent les non-résidents travaillant sur le territoire économique (frontaliers ou saisonniers venant en France), mais excluent les résidents travaillant à l'étranger.

Pour tenir compte de façon plus précise de la force de travail mobilisée par l'économie française, il faut recourir à la notion d'« **équivalent temps plein** », qui prend notamment en compte le temps partiel : deux personnes travaillant à mi-temps sont par exemple comptabilisées pour un seul équivalent temps plein. À l'inverse, la multi-activité et les corrections pour travail non déclaré tendent à relever les effectifs en équivalent temps plein. Au total, le nombre d'emplois en équivalent temps plein est inférieur à l'emploi comptabilisé en personnes physiques.

Empreinte carbone

L'empreinte carbone d'un pays comptabilise l'ensemble des émissions des gaz à effet de

serre induites par la consommation intérieure de biens et services, qu'elles soient produites dans le pays ou importées. Elle exclut les émissions liées à la fabrication des produits et services exportés.

Endettement des agents non financiers résidents

Il s'agit ici d'un agrégat large de l'endettement des agents non financiers résidents, englobant l'ensemble des engagements contractés sous forme d'emprunts auprès des institutions financières (institutions financières monétaires et autres intermédiaires financiers), résidentes et non résidentes, et sous forme de titres de créance émis sur les marchés de capitaux, en France comme à l'étranger. Les encours de titres de créance sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Pour les administrations publiques (APU), c'est l'encours de la dette notifiée par la France à la Commission européenne (dite « dette au sens de Maastricht ») qui est présenté. La dette au sens de Maastricht est consolidée : les dettes entre sous-secteurs des APU en sont exclues. Ici, la présentation ne comprend ni les prêts entre agents non financiers résidents, ni les crédits commerciaux, ni les prêts entre affiliés. Les financements par émissions d'actions n'apparaissent pas non plus, car ils ne constituent pas une dette mais un droit de propriété.

Enquête Emploi en continu

Enquête auprès des ménages, qui porte sur les personnes de 15 ans ou plus vivant en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer). Chaque trimestre, près de 60 000 logements répondent à l'enquête (sont exclues du champ de l'enquête les communautés : foyers, cités universitaires, hôpitaux, prisons), soit un peu plus de 100 000 personnes de 15 ans ou plus. Cet échantillon est partiellement renouvelé chaque trimestre. La collecte a lieu en continu durant toutes les semaines de l'année. L'enquête Emploi est la seule source permettant de mesurer l'activité,

l'emploi et le chômage selon les principes définis par le Bureau international du travail (BIT). Le taux de chômage est estimé avec une précision de +/- 0,3 point.

Équivalent temps plein

Voir **Emploi**.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

FAB (franco à bord)

Désigne une marchandise dont la valeur à l'importation est évaluée au passage à la frontière du pays d'origine à l'exclusion des coûts de transport et d'assurance entre la frontière du pays d'origine et celle du pays importateur. Lorsque ces coûts sont inclus, les importations sont valorisées CAF (« coûts, assurance, fret »). Les exportations sont toujours mesurées FAB. La correction CAF-FAB pour les importations n'est disponible que globalement, et pas pour chaque poste isolément.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Elles regroupent l'ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF)

Ils regroupent, pour l'essentiel, la Banque de France, les établissements de crédit et les fonds d'investissement (organismes de

placement collectif monétaires, non monétaires et assimilés).

La comptabilité nationale distingue deux composantes de la production des IF : d'une part, la **production facturée**, c'est-à-dire essentiellement les commissions ; d'autre part, la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés** (Sifim), correspondant aux marges d'intérêt perçues à l'occasion des opérations de crédit et de dépôt réalisées par les banques avec leur clientèle.

Intérêts ajustés des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)

En comptabilité nationale, l'ajustement consiste à retraiter les intérêts bruts, tels qu'ils apparaissent dans le compte de résultat des intermédiaires financiers (IF), de façon à isoler la composante de Sifim et à enregistrer cette dernière dans le compte de production.

Investissement en actifs incorporels

Il inclut essentiellement les dépenses de recherche et développement et transferts technologiques (achats de brevets et licences), les dépenses en logiciels et les dépenses de prospection minière.

Marge globale d'intermédiation

Correspond à la somme des marges d'intermédiation sur les crédits et sur les dépôts.

Parités de pouvoir d'achat (PPA)

Taux qui permettent de convertir toutes les monnaies dans une monnaie commune, le standard de pouvoir d'achat (SPA), qui a le même pouvoir d'achat dans chaque pays. L'agrégat de référence est le PIB, mais les indices de volume par habitant peuvent être évalués pour tous les agrégats. Les indices de prix et de volume sont calculés par rapport à une base 100 représentant la moyenne de l'Union européenne à 28.

Part de marché relative de la France

Rapport des exportations totales françaises de biens et services aux exportations mondiales de biens et services.

Patrimoine national

Patrimoine des résidents sur le territoire national. Il est composé du patrimoine non financier et du patrimoine financier net, à la fois solde des créances et dettes vis-à-vis de l'extérieur et solde des actifs et passifs financiers détenus au niveau national. Dans le compte de patrimoine, on distingue la valeur des bâtiments de celle des terrains qui les supportent. L'évolution des prix des bâtiments suit l'indice du coût de la construction et l'ensemble bâtiments plus terrains bâtis, l'indice de prix des logements anciens. Ce sont principalement les terrains qui supportent les variations des prix de l'immobilier.

Pauvreté en conditions de vie

Désigne une situation de difficulté économique durable définie comme l'incapacité de couvrir 3 dépenses parmi les 9 de la liste suivante :

1. arriérés de paiement du loyer, d'un emprunt hypothécaire ou des factures d'eau/gaz/électricité dans les 12 derniers mois ;
2. chauffer son logement ;
3. faire face à des dépenses imprévues ;
4. consommer de la viande ou une autre source de protéines au moins tous les 2 jours ;
5. s'offrir une semaine de vacances hors du logement ;
6. posséder un téléviseur couleur ;
7. posséder un lave-linge ;
8. posséder une voiture personnelle ;
9. posséder un téléphone.

Pauvreté monétaire

Part des personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian. Le niveau de vie est lui-même égal au revenu disponible par unité de consommation.

Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB)

L'évolution du pouvoir d'achat du RDB rapporte l'évolution du RDB à celle du prix de la dépense de consommation des ménages.

Produit intérieur net (PIN)

Mesure la production agrégée des agents économiques résidents au cours de la période (PIB), nette de la consommation de capital fixe (CCF), qui correspond au coût d'usure et d'obsolescence du capital au cours de la même période. De même, le revenu disponible net s'obtient en déduisant la CCF du revenu disponible brut. Il est préférable de comparer les stocks de patrimoine avec des flux macro-économiques nets plutôt que bruts, car il est lui-même un stock net.

Ratios d'endettement

Leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement.

Revenu arbitralable

Il est obtenu après déduction des dépenses pré-engagées du revenu disponible.

Revenu disponible ajusté des ménages

Revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Revenu disponible brut (RDB)

Revenu à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits

les prélèvements sociaux et fiscaux. Il comprend les revenus d'activité (rémunération des salariés et revenus d'entreprise des entrepreneurs individuels), les revenus de la propriété (dividendes, intérêts et loyers), les prestations sociales autres que des transferts sociaux en nature (pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales, minima sociaux, etc.), les autres transferts courants (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes), diminués des impôts et cotisations sociales versés par les ménages.

Revenu national brut (RNB)

Mesure l'ensemble des revenus primaires perçus par les agents résidant sur le territoire national tandis que le PIB mesure l'ensemble des revenus générés dans l'année par l'activité économique sur le territoire national. Il est obtenu en ajoutant au PIB le solde (positif ou négatif) des flux de revenus du travail et de la propriété, d'impôts et de subventions sur la production avec le reste du monde.

Revenus de la propriété

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent notamment les dividendes versés par les sociétés, les intérêts sur emprunts et obligations, ainsi que les revenus de contrats d'assurance-vie.

Revenus du patrimoine

Ils regroupent, d'une part, les revenus de la propriété, d'autre part, les revenus immobiliers qui comprennent les revenus locatifs reçus par les bailleurs, mais aussi des revenus imputés aux propriétaires occupant leur propre logement (loyers imputés).

Secteur des sociétés d'assurance

Regroupe toutes les sociétés, hors organismes de sécurité sociale, dont les activités recouvrent la protection contre divers risques

(décès, invalidité, santé, dommages corporels, dommages aux biens, etc.), la constitution d'une épargne (assurance-vie) ainsi que la réassurance. Il inclut par ailleurs les opérations réalisées par la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) pour le compte de l'État français. Les sociétés d'assurance classique reçoivent des primes et versent des indemnités tandis que les sociétés d'assurance sociale privée reçoivent des cotisations et versent des prestations. En comptabilité nationale, le service produit par les sociétés d'assurance est mesuré comme la somme des primes (ou cotisations) et des revenus de placement des réserves, diminuée des indemnités attendues ou des prestations dues. Dans le cas de l'assurance-vie, cette définition intègre les décalages temporels entre le versement des cotisations par les épargnants et le bénéfice qu'ils en tirent (à la clôture du contrat) en tenant compte des provisions financières que la société d'assurance doit réglementairement constituer.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)

Ils représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

Solde commercial

Expression qui désigne la différence entre les exportations et les importations de biens (donc à l'exclusion des services) en valeur, mesuré FAB-FAB. (voir **FAB – franco à bord**). Quand le solde est négatif, on parle de déficit commercial.

Solde touristique

Différence entre les dépenses des ménages non résidents en France et celles des ménages résidents à l'étranger.

Sorties précoces du système scolaire (en %)

Elles sont mesurées par la proportion de jeunes de 18-24 ans qui ne poursuivent pas d'études ni de formation et n'ont ni certificat d'aptitude professionnelle (CAP), ni brevet d'études professionnelles (BEP), ni diplôme supérieur.

Taux d'autofinancement

Rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

Taux de change effectif nominal (respectivement réel) de la France

Il est calculé en agrégeant les parités nominales (respectivement déflatées par les prix à la consommation) des monnaies de 23 pays de l'OCDE avec la même pondération que celle utilisée pour le calcul de la compétitivité-coût et prix.

La compétitivité-prix française s'améliore lorsque les prix français progressent moins vite que les prix étrangers exprimés en une monnaie commune, que ce soit en raison d'une moindre inflation, d'une dépréciation nominale ou d'une combinaison de ces deux facteurs. Une situation où la compétitivité-coût se détériore et où la compétitivité-prix reste stable peut traduire un effort de compression des marges plus important de la part des exportateurs français.

Taux de couverture du commerce extérieur

Rapport entre les exportations et les importations **FAB**.

Taux de croissance annuel des crédits aux ménages

En pourcentage de l'année N, rapport entre le flux de l'année N et l'encours observé à la fin de l'année N-1.

Taux d'investissement

Rapport de la formation brute de capital fixe à la valeur ajoutée.

Taux de marge

Rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.

Titres de créance

Désignent les bons du Trésor (BTF et BTAN), les titres de créance négociables émis sur le marché français (billets de trésorerie, certificats de dépôt, bons à moyen terme négociables), le *commercial paper* émis à l'étranger, ainsi que les *Euro medium term notes* (EMTN) et les obligations, dont les obligations assimilables du Trésor (OAT). Au sein des titres de créance, les titres à court terme sont les titres d'échéance initiale inférieure ou égale à un an et les titres à moyen et long terme, ceux dont l'échéance à l'émission est supérieure à un an. Pour ces derniers, les émissions des groupes bancaires acquises par ces mêmes groupes sont exclues des statistiques présentées dans le présent ouvrage.

Transferts privés

En comptabilité nationale, tous les transferts entre résidents appartenant à un même secteur institutionnel, qu'il s'agisse de transferts d'argent (pensions alimentaires, aides financières) ou d'achats/ventes de biens d'occasion (automobiles, vêtements, électroménager) sont neutres et ne font pas l'objet d'évaluations. Dans le cadre de la décomposition du compte des ménages par catégorie, il ne peut plus en être de même, car ces transferts ne sont pas uniformément répartis entre les ménages. Des flux de revenus désignés par le terme « transferts privés » ont donc été introduits. Il s'agit de transferts monétaires uniquement. Les transferts en nature en sont exclus : ainsi, la somme qu'un étudiant reçoit de ses parents

pour payer son loyer est incluse mais pas la somme que représente le loyer si les parents le payent directement au propriétaire. Les héritages et donations sont également hors champ des transferts privés.

Unités de consommation

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de

comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Pour cela, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement utilisée par l'Insee retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.